

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TCP DEVELOPPEMENT SAS

119 Route d'Auxerre
10120 Saint-André-Les-Vergers

Références : 250420
Code AIOT : 0005402590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement TCP DEVELOPPEMENT SAS implanté ZAC des Vauguilletes 89100 Sens. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TCP DEVELOPPEMENT SAS
- ZAC des Vauguilletes 89100 Sens
- Code AIOT : 0005402590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site inspecté appartient à la holding TCP Développement dont le siège social est situé dans l'Aube. Le site de Sens est un entrepôt de stockage de divers produits (matières premières et produits finis alimentaires, papiers, cartons et emballages, composants et matières plastiques pour pièces automobiles, supports palettes...). Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 06 juillet 2009. Du fait des modifications de la nomenclature des installations classées, le site est désormais soumis au régime de l'enregistrement. L'arrêté préfectoral d'autorisation demeure néanmoins toujours applicable.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- NATECH
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.7.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 9.2.7.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'arrêté de mise en demeure du 25 mars 2025 suite à la dernière inspection du 13/11/2024. Cet arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté sous réserve de la vérification (qui est prévue) et de la validation des travaux de mise en conformité préconisés par l'étude technique foudre.

D'autres justificatifs et actions correctives sont également attendus de l'exploitant sur plusieurs points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 23/04/2025
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : L'exploitant indique avoir passé une commande globale à BCM foudre pour : <ul style="list-style-type: none"> • la mise à jour de son étude technique foudre (réalisée le 04/04/25 par BCM foudre) • la réalisation des travaux de mise en conformité associés par PROTIBAT (dossier d'ouvrages exécutés du 25/06/25)

<ul style="list-style-type: none"> la vérification des travaux réalisés par BCM Foudre (non encore effectué). <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni un document prévoyant un passage de BCM Foudre le 05/11/25 pour le contrôle périodique de son installation de protection foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la conformité des travaux réalisés suite à son étude technique foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Ressource en eau et en mousse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 23/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 poteaux incendie implantés dans un rayon de moins de 100 mètres du site. Ces poteaux fournissent un débit simultané de 200 m³/h ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 22/04/25, l'exploitant a fourni un PV (n° 2025/875) d'essai de débits simultanés des 4 poteaux incendie (PI) à proximité de son site réalisé par SAS Aube Sprinkler service le 09/04/25 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Débit total à 3 bars sur 4 PI : 757 m³/h Débit total à 1 bar sur 4 PI : 953 m³/h
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes-rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans [...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Par mail du 22/04/25, l'exploitant a fourni le compte-rendu de l'exercice incendie réalisé avec le SDIS 89 le 10/04/25. Celui-ci a été réalisé en inopiné avec un fumigène au niveau du local de charge de batteries. Sur son compte-rendu, l'exploitant a noté plusieurs actions correctives à réaliser.</p> <p>Par ailleurs, après discussion avec l'exploitant, il s'avère que celui-ci ne disposait pas de plan de défense incendie (PDI) pour son site. Il a présenté le type de PDI dont il dispose pour un site similaire dans l'Aube à Sainte Savine.</p> <p>Suite à l'inspection, par mail du 26/09/25, l'exploitant a fourni le PDI créé pour son site de Sens.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> fournir l'état d'avancement des actions correctives prévues suite à l'exercice incendie réalisé, transmettre au SDIS son plan de défense incendie pour son site de Sens, former son personnel à ce plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées				
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné} 				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE</p>				
N° rubrique	Intitulé rubrique	Capacité l'activité	de Régime	Commentaires
1510-2-b	1510. Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	149 925 m ³	E	Passage de A à E en 2011 mais arrêté d'autorisation toujours en vigueur et applicable Autorisé depuis 2008

1434-1-b	<p>1434. Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h</p>	Gasoil 1 m ³ /h	NC	
2925	<p>2925. Ateliers de charge d'accumulateurs électriques</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour</p>	Puissance totale 46 kW	NC	

	cette opération (7) étant supérieure à 50 kW			
1432	2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	1 réservoir de 50 m ³ de gasoil - Capacité équivalente totale 2 m ³	NC	Rubrique supprimée : à supprimer de l'AP
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	10 bouteilles de 13 kg de gaz propane liquéfié soit 0.13 t	NC	Rubrique supprimée : à supprimer de l'AP

Constats :

L'exploitant a indiqué, en amont de l'inspection, par courrier du 11/09/25 qu'un porter à connaissance est en cours de réalisation. Celui-ci intégrera l'actualisation de la situation administrative ainsi qu'une analyse de la conformité à l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017. Il avance un délai de fin octobre pour la remise de ce PAC. Il indique également qu'il n'y a pas de nouvelle rubrique de classement sous un régime nécessitant une démarche administrative.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit déposer son porter à connaissance dans le cadre de la mise à jour de sa situation administrative.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 1.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : L'exploitant indique que son porter à connaissance à venir intégrera les modélisations d'incendie flumilog réalisées pour son entrepôt et seront présentées sur une carte des enjeux autour du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant, via son porter à connaissance à venir, doit analyser les modélisations Flumilog réalisées le 11/11/2024 et apporter une conclusion quant à l'évolution du risque. Il vérifiera notamment si les effets thermiques 8 kW/m ² et 5 kW/m ² sortent des limites du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 4.1.3
Thème(s) : Autre, Réseau d'alimentation en eau potable
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et

pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Par courrier du 28/01/25 et 11/09/25, l'exploitant a fourni un contrat de maintenance des disconnecteurs du site avec le prestataire A2S. Une vérification de ses derniers a été réalisée par l'APAVE le 14/04/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.8
Thème(s) : Autre, Protection des milieux récepteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction sont confinées dans les décaisses formées par les quais et voiries et dans les canalisations faisant office de rétention par manœuvre des vannes de coupure. L'ensemble des réseaux d'assainissement d'eaux pluviales est équipé de vannes de coupures manuelles et automatiques, asservies au sprinklage. Les vannes de coupure font l'objet d'une maintenance et d'un contrôle trimestriel garantissant leur efficacité en cas de besoin. Ces opérations sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une procédure de contrôle des vannes de confinement des eaux d'extinction a été mise en place ainsi qu'une vérification trimestrielle. La dernière a eu lieu le 16/06/25. Les 2 vannes étant HS, une intervention est prévue pour les remplacer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir le justificatif du contrôle des vannes de confinement des eaux d'extinction incendie suite à leur remplacement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.I de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté un état des stocks de son site au 15/09/25 (réalisé de manière hebdomadaire). Ce dernier est accessible à tout moment, ainsi que le plan général des zones d'activités ou de stockage, via "le cloud" de l'exploitant, notamment par téléphone portable. Le seuil de la rubrique 1510 est indiquée ainsi que les quantités de déchets sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 9.2.71

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

<ul style="list-style-type: none"> date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les cinq ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : Par mail du 28/04/25, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit réalisé par le bureau Véritas le 25 et 26 mars 2025. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Ressource en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : {Non Renseigné}
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima : [...] <ul style="list-style-type: none"> d'une réserve d'eau aérienne de 320 m³ située en dehors des zones d'effets thermiques ; des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets ; des robinets d'incendie armés disposés de telle sorte que tout point des cellules de stockage soit attaquable par deux lances simultanément ; d'un système d'extinction automatique d'incendie sur l'ensemble des cellules de stockage ; d'un système de détection automatique d'incendie sur l'ensemble des cellules de stockage.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport semestriel de vérification du système de sprinklage effectuée le 23/04/25 : <ul style="list-style-type: none"> aucune non-conformité avec risque de mise en échec du système de sprinklage, 3 non-conformités sans risque de mise en échec du système de sprinklage. L'exploitant indique avoir pourtant réalisé des actions sur ces points et va vérifier avec la société en charge du contrôle si cela a été pris en compte.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir le prochain rapport de vérification de son système de sprinklage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois